



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**PREFECTURE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

-----  
*Installations, Ouvrages, Travaux et Activités  
soumis à déclaration au titre de  
l'article L.214-3 du Code de l'Environnement*  
-----

**Dossier suivi par :Mme CALVO**

Téléphone: 04.91.15.62.34

Dossier n° 162-2010-ED

**RECEPISSE DE DECLARATION  
CONCERNANT LE CURAGE D'ATTERRISSEMENTS SOUS TROIS OUVRAGES D'ART:  
LE RAUMARTIN RD 9 AU PR 24. 454  
LE RAUMARTIN RD 48 AU PR 7. 824  
LE RAUMARTIN RD 48 a au PR 9. 650  
COMMUNE DE MARIGNANE**

-----  
**LE PREFET DE LA REGION  
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 et R.214.32 à R.214-56 ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 23 décembre 2010, présenté par le Conseil Général des BDR- Direction des Routes- Arrondissement Etang de Berre, enregistré sous le n° 162-2010-ED et relatif au curage d'atterrissements sous trois ouvrages d'art: LE RAUMARTIN RD 9 AU PR 24. 454,LE RAUMARTIN RD 48 AU PR 7. 824 et LE RAUMARTIN RD 48 a au PR 9. 650 , sur la commune de Marignane ;

**Il est donné récépissé au:**

**CONSEIL GENERAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
DIRECTION DES ROUTES  
ARRONDISSEMENT ETANG DE BERRE  
ROUTE DE SAINT PIERRE- BP 249  
13 698 MARTIGUES CEDEX**

de sa déclaration concernant le curage d'atterrissements sous trois ouvrages d'art: LE RAUMARTIN RD 9 AU PR 24. 454, LE RAUMARTIN RD 48 AU PR 7. 824 et LE RAUMARTIN RD 48 a au PR 9. 650 dont la réalisation est prévue, sur la commune de Marignane .

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante:

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
3.1.5.0 (2°)	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens: 2°) Dans les autres cas (D).	Déclaration	2 Non publié

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté correspondant à la rubrique 3.1.5.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement lorsqu'il sera publié.

**Le délai d'instruction d'un dossier de déclaration étant de deux mois, à compter de la date de la réception d'une déclaration complète, conformément à l'article R.214-35 du code de l'environnement, le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 23 février 2011.**

Si le dossier de déclaration recueille un avis favorable du service police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des BDR- Service de l'Environnement- 16 rue Antoine Zattara 13332 Marseille (tél. 04.91.28.40.40), avant l'expiration du délai de deux mois, un courrier sera adressé au déclarant pour l'informer qu'il peut entreprendre l'opération envisagée.

Toutefois, durant le délai d'instruction, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

Par ailleurs, en cas de silence gardé par l'administration pendant deux mois, à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, le présent récépissé vaudra accord tacite de déclaration, le 23 février 2011.

A cette échéance, copies de la déclaration et du récépissé seront adressées à la mairie de la commune de Marignane où cette opération doit être réalisée. Le récépissé sera affiché et le dossier mis à la disposition du public dans la mairie précitée pendant un mois au moins.

Si l'opération est située dans le périmètre d'un SAGE ou y produit des effets, copie du récépissé sera adressée à la Commission Locale de l' Eau (CLE) pour information.

Le récépissé de déclaration sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune où cette opération doit être réalisée par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre ans, dans les conditions définies à l'article L.214-10 du code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copie du présent récépissé sera adressée au Sous-Préfet d'Istres et au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent récépissé.

Marseille, le - 6 JAN. 2011

Pour le Préfet  
Le Directeur  
des Collectivités Locales  
et du Développement Durable

Josiane GILBERT

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez à un droit d'accès et de restriction aux informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au service instructeur police de l'eau indiqué ci-dessus.